



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Narcotrafic

Question au Gouvernement n° 1559

Texte de la question

NARCOTRAFIC

Mme la présidente . La parole est à M. Karim Benbrahim.

M. Karim Benbrahim . Monsieur le premier ministre, le narcotrafic mène une guerre dans nos quartiers. Notre réponse ne peut pas être partielle, elle doit être intégrale. Six victimes la semaine dernière : à Nice, à Décines, à Nantes, où les tireurs ont tiré à l'aveugle, tuant un enfant de 15 ans et en blessant deux autres. Toutes ces victimes sont sans lien connu avec le narcotrafic. J'adresse mon soutien à leurs familles, à leurs proches, aux habitants des quartiers touchés (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – M. Bertrand Bouyx applaudit également*), ainsi qu'aux forces de police et de justice mobilisées. Le narcotrafic gangrène nos quartiers. Face à cette menace, les mots et les opérations de communication ne régleront rien. Nous avons besoin d'actions, d'actions concrètes et efficaces, et de mener le combat sur deux fronts : d'un côté, en renforçant durablement les moyens de la police et de la justice pour démanteler les réseaux et tarir leurs financements ; de l'autre, en investissant plus fortement dans la prévention, notamment auprès des jeunes les plus exposés.

Le Parlement a voté l'année dernière des moyens législatifs nouveaux, mais les réseaux sont puissants, internationaux. Pour les démanteler, il faut maintenant plus de moyens financiers et humains, pour agir en amont, en renforçant les services de renseignement et en agissant plus efficacement au niveau local, avec une police de proximité. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SOC.*) Nous avons aussi besoin d'une présence humaine renforcée dans les quartiers et de moyens pour accompagner les femmes et les hommes qui agissent chaque jour afin d'empêcher des jeunes de tomber dans les griffes des trafiquants. Malheureusement, rien dans vos annonces, la semaine dernière, n'était prévu pour la prévention. À Nantes, une demande concrète a été faite : étendre à d'autres quartiers le dispositif Limits déjà déployé dans le quartier du Breil. On ne gagnera pas cette bataille avec la seule force publique ; nous la gagnerons avec les associations, les services publics, les entreprises et les familles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – Exclamations sur quelques bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur.

M. Jean-Didier Berger, *ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur* . Je vous prie de bien vouloir excuser Laurent Nuñez : il défend en ce moment même au Sénat le projet de loi Ripost, qui permettra d'améliorer la sécurité des Françaises et des Français. Vous avez raison, face à une menace globale, il faut une réponse globale : c'est celle qui est apportée par le gouvernement de Sébastien Lecornu. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Théo Bernhardt . Si tu le dis !

M. Jean-Didier Berger, *ministre délégué* . Ces dernières années, nous avons renforcé de 10 000 agents les

effectifs de la police et de la gendarmerie. Il fallait le faire et nous l'avons fait. Au cours des cinq dernières années, nous avons fait passer le nombre de points de deal de 4 000 à 2 700. Si ce nombre avait augmenté de 35 %, on en parlerait matin, midi et soir, mais il a baissé de 35 % ! Nous avons également apporté des réponses locales.

En Loire-Atlantique, les problèmes sont effectivement importants. Le 14 mai, un enfant de 15 ans a été touché au thorax lors d'une fusillade et il est décédé des suites de ses blessures. Deux autres mineurs ont été blessés : ils ont été retrouvés par les secours réfugiés au premier et au treizième étage, sans qu'il soit possible de dire encore les raisons pour lesquelles ils ont été touchés. La compassion du gouvernement va évidemment aux victimes, aux familles et aux habitants, comme aux policiers et aux forces Sentinelle qui sont intervenus immédiatement. Le gouvernement a demandé qu'une brigade de CRS soit déployée et maintenue sur place autant que nécessaire. À l'initiative du premier ministre, nous avons également mobilisé 700 enquêteurs supplémentaires, dont 300 pour les stup.

Grâce à l'adoption de la loi « narcotrafic », rien que depuis le début de l'année, vingt-cinq interdictions de paraître et quatre fermetures de commerce ont été prononcées en Loire-Atlantique. Vous le voyez, la détermination du gouvernement, du ministre de l'intérieur et du premier ministre, comme la mienne, est totale. Nous continuerons de nous battre au service de cette noble cause.

Mme la présidente . Merci, monsieur le ministre !

M. Jean-Didier Berger, *ministre délégué* . Dans un pays où un Français sur trois consomme de la drogue, on ne doit pas oublier non plus la responsabilité des consommateurs.

M. Pierre Cordier . Exactement !

Données clés

Auteur : [M. Karim Benbrahim](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1559

Rubrique :

Ministère interrogé : Intérieur (MD)

Ministère attributaire : Intérieur (MD)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mai 2026